



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Économies et mesures en faveur de l'emploi en milieu rural

Question au Gouvernement n° 618

Texte de la question

ÉCONOMIES ET MESURES EN FAVEUR DE L'EMPLOI EN MILIEU RURAL

Mme la présidente . La parole est à M. Hubert Brigand.

M. Hubert Brigand . Ma question s'adresse à M. le premier ministre. Vous choisirez le ministre qui pourra me répondre !

Des économies, oui, bien sûr, mais pas sur le dos des retraités ni en augmentant les impôts ! J'ai l'impression que M. Lombard découvre qu'il faut faire 40 à 50 milliards d'économies, mais il y a longtemps que les Français le savent ! Serrons donc les boulons et arrêtons la gabegie et les dépenses inutiles ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe DR.*)

Monsieur le premier ministre, vous direz aussi à M. Ferracci que de nombreuses entreprises veulent s'installer en France : à Dunkerque, peut-être, où il faudra construire des bâtiments, en région parisienne, à Fos-sur-Mer. Dans ma circonscription, on licencie à tour de bras et il s'y trouve des bâtiments opérationnels vides, qui peuvent accueillir tout de suite des entreprises. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe DR.*) Voilà le message à faire passer !

On a besoin d'emplois. M. Darmanin le sait. Depuis des années, je réclame l'installation dans mon territoire d'un établissement pénitentiaire. J'aimerais que M. Darmanin soit plus efficace que ses prédécesseurs, qu'il arrête de me mener en bateau, qu'il me reçoive et que je lui présente notre vrai dossier. Je ne parle pas d'une cabane faite de préfabriqués ou de planches, mais d'une vraie prison ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe DR.*)

Enfin, monsieur le premier ministre, la ruralité ce n'est pas Mme Gatel, c'est moi, Hubert Brigand ! (*Sourires sur les bancs du groupe DR.*) Ma circonscription compte 332 communes de moins de 1 000 habitants. Qui dit mieux ? 135 kilomètres du nord au sud ! La loi que vous avez voulu faire passer en douce, sans avouer son objectif final,...

M. Pierre Cordier . C'est un scandale !

M. Hubert Brigandm'est restée en travers de la gorge, et il en va de même du monde rural ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe DR.*)

M. Thibault Bazin . Il a raison !

M. Hubert Brigand . J'en termine : si vous voulez faire des économies, je pense qu'il y a une quinzaine de ministères en trop ! Les économies résultant de leur suppression permettraient de conserver nos écoles en

milieu rural, de sauver nos lycées en milieu rural et de créer des postes dans les hôpitaux.

Monsieur le premier ministre, quelle est votre position sur ces mesures de bon sens, issues du monde rural ?
(*Applaudissements sur les bancs des groupes DR et UDR.*)

Mme la présidente . La parole est à Mme la ministre chargée des comptes publics.

Mme Amélie de Montchalin, ministre chargée des comptes publics . Nous partageons un constat : il nous faut réduire la dépense publique.

Mme Ségolène Amiot . Augmentez les recettes !

Mme Amélie de Montchalin, ministre . Le premier ministre et le gouvernement n'ont aucune intention de créer de nouveaux impôts. (*Applaudissements sur les bancs du groupe DR et sur quelques bancs du groupe EPR.*)

M. Fabien Di Filippo . Merci d'avoir reculé devant M. Rebsamen !

Mme Amélie de Montchalin, ministre . C'est bien par la réduction de nos dépenses que nous reprendrons notre objectif, qui est de retrouver un déficit public de 3 % d'ici à 2029 et de 4,6 % l'an prochain.

Vous parlez de ruralité. De notre point de vue, il y a des choses qui fonctionnent très bien, par exemple les maisons France Services. (*Applaudissements sur quelques bancs des groupes EPR et Dem.*)

M. Sylvain Maillard . Eh oui !

Mme Amélie de Montchalin, ministre . Leur gestion, partagée avec les collectivités, est très responsable et raisonnable sur le plan budgétaire.

Le premier ministre a lancé une revue précise, mission par mission, ministère par ministère, afin de déterminer ce qui marche, ce que les Français attendent et la manière dont nous devons nous organiser et redonner de la lisibilité à l'action publique. C'est bien de l'argent des Français que nous parlons : il n'y a pas d'argent public, pas d'argent de l'État, mais seulement l'argent des Français !

M. Sylvain Maillard . Il n'y a pas d'argent magique !

Mme Amélie de Montchalin, ministre . Suivant notre vision, il n'y a pas d'argent magique, pas d'impôts magiques...

M. Pierre Cordier . Les milliards de dette en plus, c'est Macron !

Mme Amélie de Montchalin, ministreet c'est bien en travaillant sur l'organisation de la dépense publique que nous parviendrons à nos fins.

Vous avez ensuite abordé les locaux susceptibles d'accueillir des industriels. Le sommet Choose France, qui aura lieu le 19 mai, est la grande réunion à l'occasion de laquelle nous accueillerons tous les industriels du monde désireux de s'installer en France. La liste des sites clefs en main que nous sommes en mesure de leur proposer nous est très précieuse. Les préfets, que vous pouvez informer, sont prêts à établir de telles listes afin que, lorsque nous rencontrons les entreprises concernées, nous soyons en mesure de faciliter leur installation.

C'est essentiel – vous avez raison à cet égard – parce qu'aucun déficit n'est soutenable, aucune équation budgétaire ne peut être résolue si nous ne nous préoccupons pas d'abord et avant tout du travail, de l'industrie, de l'emploi, de la création de richesses. C'est bien pour cela que le gouvernement se fixe pour objectif de ne pas alourdir les charges pesant sur les entreprises, de soutenir le travail et de remettre au travail les jeunes et les

séniors qui le souhaitent. C'est bon pour la ruralité, c'est bon pour la France ! (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe EPR. – M. Laurent Croizier applaudit également. – Mme Ségolène Amiot s'exclame.*)

Mme la présidente . La parole est à M. Hubert Brigand.

M. Hubert Brigand . Je ne suis pas vraiment satisfait de cette réponse et je suis un peu déçu, monsieur le premier ministre. D'habitude, vous répondez toujours. Aujourd'hui, le monde rural vous parlait et je suis un peu vexé que vous l'ayez méprisé à ce point ! (« Oh ! » *sur plusieurs bancs des groupes EPR et Dem.*)

M. Laurent Croizier . C'est lamentable ! « Y a qu'à, faut qu'on » !

Données clés

Auteur : [M. Hubert Brigand](#)

Circonscription : Côte-d'Or (4^e circonscription) - Droite Républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 618

Rubrique : Ruralité

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 1er mai 2025

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 1er mai 2025